

*Initiatives ministérielles*

pour la région de l'Atlantique et que le ministre d'État chargé des Céréales annoncerait des mesures à cet égard dans un proche avenir. Cette lettre date du 13 décembre.

J'ai immédiatement écrit au ministre d'État pour savoir quelles mesures il prévoyait annoncer pour aider les producteurs des provinces atlantiques. Nous n'en savons encore rien. On commence à se demander s'il y a la moindre mesure à annoncer. Le gouvernement ne semble clairement pas avoir la moindre mesure pour soutenir l'agriculture de l'Atlantique même si l'organisme des agriculteurs des Maritimes a décrit les répercussions extrêmement négatives que la suppression de ce programme de subvention aura sur leur activité.

Nous n'avons qu'à voir les chiffres illustrant l'impact économique qu'aura la suppression du programme des tarifs de l'Est. Une déclaration distribuée aux députés donne un aperçu des répercussions que cette mesure aura pour les silos de Halifax et de Saint John. Dans les silos et les minoteries, l'impact en dollars se chiffre à 5 446 000 \$. Ce montant inclut les salaires et avantages sociaux payés aux employés des silos, les biens et services locaux achetés par les exploitants des silos et le coût en capital des installations d'entreposage des minoteries.

Je crois comprendre qu'on a déjà annoncé la fermeture du silo de Saint John. On se demande si celui de Halifax ne subira pas le même sort.

En ce qui concerne les coûts additionnels des grains de provende pour le bétail et la volaille, j'ai déjà dit que les organismes agricoles de l'Atlantique en évaluent l'impact à environ 9,12 millions de dollars. Voilà qui représente un nouveau coût important pour ces producteurs. Le ministre a dit que le gouvernement allait annoncer un programme quelconque pour compenser. Il en a confié le soin au ministre d'État chargé des Céréales, mais aucune mesure n'a jusqu'à présent été annoncée à cet égard. Non seulement voyons-nous une baisse des avantages économiques que ce programme procurait à la région de l'Atlantique, mais nous y voyons aussi se profiler des difficultés pour les producteurs agricoles.

Le troisième point est l'incidence économique du projet de loi, notamment sur les coûts estimatifs des ports et des chemins de fer. Ceux-ci devraient s'élever à 13 084 millions de dollars, d'après les chiffres obtenus de Ports Canada au sujet des salaires des débardeurs, des équipages de train, des aiguilleurs et des manutentionnaires de fret ainsi que des droits de port. La région a non seulement été durement touchée par la réduction des quotas de pêche, mais aussi par la réduction des services offerts

par VIA Rail et par la fermeture d'installations de la Défense nationale. La perte totale liée à ce programme d'aide serait d'environ 27 millions de dollars, d'après une approximation faite par la Commission des transports des provinces de l'Atlantique.

Nous avons affaire ici à une mesure draconienne qui a un effet extrêmement néfaste à la fois sur l'agriculture dans la région de l'Atlantique et sur l'économie en général dans les villes portuaires de Saint John et de Halifax.

Le gouvernement est en train de supprimer tous ses programmes d'aide. Je crois que l'avenir de notre agriculture n'a jamais été si peu reluisant, vu le revenu agricole net qui est prévu et vu l'incertitude causée par les mesures gouvernementales.

En ce qui a trait au revenu agricole net dans les Prairies, notons que celui de la Saskatchewan sera déficitaire d'environ neuf millions de dollars l'an prochain, alors qu'il s'élevait à plus d'un milliard cette année. Dans son Livre vert sur l'agriculture, le gouvernement avait annoncé qu'il cherchait à éliminer les programmes d'aide. Nous nous en sommes bien rendu compte dans le budget qu'il a présenté. Cette nouvelle mesure cadre avec le programme visant à ouvrir les marchés et à éliminer les offices de commercialisation.

Le gouvernement se dit pourtant à l'écoute des besoins régionaux. Il n'y a rien de plus faux. Si les offices de commercialisation sont éliminés, ce qui paraît inévitable à voir le gouvernement manoeuvrer, l'industrie laitière et l'industrie avicole de la région de l'Atlantique ne survivront certainement pas. La même chose s'applique si l'on élimine les programmes de soutien comme le tarif de l'Est qui est si utile dans le domaine des transports.

Ce projet de loi s'inscrit dans le cadre du programme que le gouvernement a décrit dans son Livre vert et qui sera extrêmement nuisible pour toutes les régions du pays.

Aujourd'hui à la Chambre, le ministre de l'Agriculture parlait des mesures qu'il prendrait en vertu de l'Accord de libre-échange. De toute évidence, nos rapports avec les États-Unis, notre principal partenaire commercial pour les produits agricoles, n'ont jamais été si déplora-bles. Le secrétaire de l'Agriculture des États-Unis, M. Yeutter, offre quelque 900 millions de dollars dans le cadre du Programme des subventions aux exportations pour extirper des marchés aux producteurs de blé et de céréales dans l'ouest du Canada. Il offre des subventions de 20 dollars la tonne et plus pour pénétrer les marchés chinois et russe, qui sont nos clients traditionnels.